

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Ibrahim Isaac SIDRAK

Les chrétiens en Egypte

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 2013, tome 108, p. 36-39

© Abbaye de Saint-Maurice 2014

Les chrétiens en Egypte

En préparation à la fête de la Saint-Maurice, Mgr Ibrahim Isaac Sidrak a donné le vendredi 20 une conférence dont il nous offre le texte.

Bien chers amis.

Merci beaucoup de vous être inquiétés de notre situation. En tant qu'amis de l'Egypte et de beaucoup d'Egyptiens, vous aimeriez sans doute savoir ce qui se passe vraiment et qui est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.

Résumé des événements

1. Après de nombreuses années de difficultés de toutes sortes – économiques, sociales et politiques – la Révolution du 25 janvier 2011 a été l'aboutissement d'une vie qui n'était pas digne des Egyptiens. S'est alors produit un soulèvement populaire qui s'est traduit par diverses manifestations : marches, occupation de places publiques, révoltes, résistance civile non violente, actes de désobéissance civile, grèves. Des millions de protestataires provenant de diverses sphères socio-économiques et religieuses réclamaient le renversement du régime du Président Hosni Moubarak. D'importants courants révolutionnaires islamiques, libéraux, anticapitalistes, nationalistes et féministes y participèrent aussi. De violents heurts entre les forces de sécurité et les protestataires se soldèrent par la mort d'au moins 846 personnes et 6'000 blessés. Ces affrontements eurent lieu surtout au Caire et à Alexandrie pour s'étendre ensuite à travers toute l'Egypte. Les protestataires brûlèrent aussi plus de 90 postes de police. Certes, il y a eu des violences – il n'existe pas de révolution sans violence – mais on peut dire que dans l'ensemble cette

révolution a été plutôt pacifique.

Les griefs des protestataires égyptiens se focalisaient sur des questions juridiques et politiques, y compris la brutalité de la police, les lois de l'état d'urgence, le manque d'élections libres, de liberté de parole, la corruption, les questions économiques, le taux élevé du chômage, l'inflation des prix de la nourriture et les bas salaires. Ce que les protestataires demandaient en priorité était la fin du régime d'Hosni Moubarak, la fin de l'état d'urgence et de ses lois et réclamaient la liberté, la justice, un gouvernement responsable non militaire, la possibilité d'avoir une plus grande liberté de parole dans la gestion des ressources de l'Egypte. De plus, des grèves organisées par des syndicats d'ouvriers s'ajoutèrent à la pression exercée sur les responsables du gouvernement.

2. Suite à la démission du Président Moubarak, un nouveau Président, Mohamed Morsi, appartenant à la confrérie des Frères musulmans, fut élu à une majorité de 51 % (ce qui veut dire que 49 % des Egyptiens n'ont pas voté pour lui). Il fut élu démocratiquement mais la plupart de ceux qui votèrent pour lui le firent en opposition à l'autre candidat, le général Ahmed Chafik qui appartenait à l'ancien régime de Moubarak.

3. La confrérie des Frères musulmans est un mouvement islamique dont le but final est de rétablir le califat, autrement dit, d'établir un état panislamique s'étendant de l'Andalousie au sud de l'Espagne jusqu'en Inde, avec un

nouveau calife. Ils sont présents dans plus de 60 pays, ont leur propre système clandestin international de gouvernance et de finance. Ils ne croient pas aux frontières politiques modernes (et donc, pas non plus à celles de l’Egypte) et mettent les intérêts de leur panislamique avant les intérêts de l’Egypte. Leur branche à Gaza est le Hamas (abréviation de Mouvement de Résistance Islamique). Ils croient à la lutte armée pour atteindre leur but et, depuis leur création en 1928, se sont rendus tristement célèbres pour avoir perpétré en Egypte des assassinats d’hommes politiques.

4. Dès qu’il eut pris le pouvoir, le nouveau Président Morsi commença son mandat en émettant sans scrupule trois décrets anticonstitutionnels, ce qui est sans précédent dans aucune démocratie :

- Il émit un décret indiquant que toutes ses décisions étaient souveraines, sans conteste possible par aucune Cour.
- Il limogea le procureur général du Ministère public pour les affaires judiciaires.
- Et il demanda au Parlement, qui avait été invalidé par la Haute Cour Constitutionnelle, de poursuivre son travail et d’émettre des lois qui retireraient tous les droits récemment acquis pour les femmes, les chrétiens et autres minorités. Il confia les fonctions les plus importantes à des personnes qui n’avaient pas d’expérience et n’étaient pas toujours compétentes, mais qui étaient nommées du fait de leur appartenance à la Confrérie des Frères Musulmans. Les partisans du Président barricadèrent la Haute Cour Constitutionnelle, empêchant les juges les plus éminents d’Egypte de se réunir pour accomplir leur fonction.

5. Le Président Morsi suivait les indications du Guide Suprême et de ses collaborateurs

qui commencèrent à établir leur projet en éloignant les modérés, les droitistes, les gauchistes, les chrétiens, le Pouvoir judiciaire, l’Armée, les médias, la Police et même l’Institution d’Al Azhar (qui, depuis 1’000 ans, est l’Organisme islamique officiel pour les musulmans sunnites du monde entier). Petit à petit, le Président Morsi perdit ainsi la confiance et le soutien de presque tous les Egyptiens qui voyaient l’Egypte perdre peu à peu son identité.

6. Fin mars 2013, un groupe de jeunes activistes collecta 20 millions de pétitions signées demandant au Président d’organiser de nouvelles élections anticipées (ils ne lui demandaient pas de démissionner) ; mais parce qu’il savait qu’il perdrait l’élection, le Président Morsi refusa à maintes reprises d’organiser ces élections. Environ 30 millions de personnes descendirent alors dans les rues, réclamant sa démission et demandant à l’Armée d’intervenir pour défendre la Révolution du peuple égyptien.

7. Le Ministre de la Défense, Abdel Fattah el Sissi, en union avec les leaders de tous les partis (incluant quelques islamistes), les Juges, les autorités d’Al Azhar et de l’Eglise, en tant que Chef de l’Armée, destitua le Président Morsi et, d’après la Constitution, la responsabilité du pays fut confiée au Chef de la Haute Cour Constitutionnelle, Adly Mansour (en tant que Président temporaire), et établit une « feuille de route », plan détaillé pour rédiger une nouvelle Constitution, élire le parlement et élire un président dans un délai de 6 mois. Adly Mansour choisit un premier Ministre, el Beblawy, lequel forma un gouvernement. L’Armée ne s’octroya aucun privilège, ce n’est pas elle qui gouverne et, contrairement à ce

que clament quelques médias mal informés, ce n'est pas un « coup d'état ».

8. Morsi et quelques-uns de ses supporters ont été arrêtés. Ses alliés se barricadèrent dans deux squares du Caire, – Rabaa el Adawiya à Medinat Nasr et la place Nahda à Guizeh –, s'armèrent (avec des armes légères et des armes lourdes) et, au moyen de haut-parleurs, incitèrent les gens à la violence, coupèrent les communications et paralysèrent la vie des gens dans deux grands quartiers du Caire. Ils kidnappèrent leurs opposants (les anti-Morsi), les torturèrent et les tuèrent. On leur demanda de multiples fois de partir. Des négociations pacifiques leur furent proposées par les Américains, l'Union européenne, les Britanniques, les Africains et les Institutions religieuses, mais toutes furent refusées.

9. Une autre manifestation composée de 20 millions d'Égyptiens demanda à l'Armée et à la Police de les évacuer (26 juillet 2013). La Police chercha à les faire partir pacifiquement mais ils commencèrent à tirer. Ils tuèrent 43 policiers (dont 2 généraux de la police) et 2 brigadiers.

10. Suite à cette expulsion de deux places publiques, les membres des Frères musulmans et leurs partisans décidèrent de faire de grands ravages partout en Égypte. Ils incendièrent de nombreux bâtiments gouvernementaux, des bâtiments religieux – plus d'une centaine d'églises de toute confession, des écoles et des institutions religieuses surtout en Haute-Égypte –, des boutiques ou des commerces tenus par des chrétiens, des postes de police, la Bibliothèque d'Alexandrie (dont le feu fut très rapidement maîtrisé), d'autres bâtiments publics, et ils pillèrent des musées. Ils bloquèrent la circulation de rues importantes et

même certains transports en commun comme le métro souterrain, pour paralyser la vie des gens, contre la volonté de l'immense majorité du peuple égyptien.

Rédiger une nouvelle Constitution

Selon la « feuille de route », la Constitution doit être amendée, et sera suivie d'élections parlementaires et présidentielles au début de l'année prochaine.

Les trois Eglises sont représentées dans ce comité constitutionnel, chacune par un membre et son substitut. Une commission de dix experts juridiques a tracé les grandes lignes de la future Constitution. Une autre commission de cinquante personnes, représentant presque toutes les tendances, a commencé à se réunir pour amender et rédiger le projet de Constitution qui, au bout de soixante jours, devra être ratifié par un référendum.

Notre Mission

1. Attitude de l'Église dans cette nouvelle situation

Dans le passé récent, il y avait une tendance à considérer les chrétiens comme des étrangers ou comme des citoyens de seconde zone et non pas comme de vrais citoyens Égyptiens. Au cours des derniers événements, les chrétiens ont confirmé qu'ils sont des citoyens authentiques, à part entière, des autochtones qui aiment vraiment leur pays. Avec leurs compatriotes, les chrétiens égyptiens ont refusé toute tentative étrangère d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Égypte ou d'influencer ses décisions souveraines. Ils se sentent solidaires de tous les Égyptiens, musulmans et chrétiens, dans leur lutte pour vaincre le terrorisme.

Une nouvelle Égypte est en train de se

construire dont les bâtisseurs, chrétiens et musulmans ensemble, ne sont qu'un seul peuple. Les signes en sont qu'ils ne se sont pas laissés entraîner à des guerres civiles, malgré toutes les attaques envers leurs églises et leurs institutions, car ils ont compris que ces actes de terrorisme sont dirigés contre leur patrie, l'Égypte. Même s'ils doivent en être les victimes, ils cherchent à libérer leur pays de cet enfermement et travaillent à lui rendre son caractère authentique, celui de l'Égypte millénaire.

2. Notre vision pastorale

Accompagner et soutenir nos fidèles pour les aider à vivre leur foi chrétienne. L'activité pastorale est donc considérée comme étant l'objectif premier de notre mission. Nous avons des programmes de formation à tous les niveaux et pour tous les âges : catéchèse, préparation au mariage et son suivi, centres de conseil, hospitalité, visites aux familles, formation des catéchistes, formation des cadres et des responsables, camps de vacances en été pour les enfants et les jeunes.

Donner une priorité à la formation des enfants, d'où l'importance de nos écoles chrétiennes, des mouvements, etc. pour éduquer dès l'enfance à l'ouverture d'esprit, à la tolérance qui accepte les autres comme ils sont.

Formation continue pour les prêtres, pour les religieux, et actualisation pour tous les évêques des réalités et des défis que nous devons affronter.

Il est aussi essentiel que soit donnée une formation sociale basée sur l'enseignement social de l'Église catholique pour que soit manifestée notre mission de chrétiens aujourd'hui. Nous cherchons à offrir des cours d'alphabétisation dans de nombreux centres qui sont reliés aux paroisses et qui accueillent tous les citoyens. Un autre aspect de notre mission est l'œcumé-

nisme. Ceci est crucial pour nous aujourd'hui. Un pas a été posé qui provient de l'initiative du Conseil des Églises d'Égypte qui rassemble tous les responsables des Églises en Égypte dans une collaboration significative pour le bien des Églises et de la société.

Pour ce qui est du dialogue interreligieux après la rupture de dialogue en 2010 entre Al Azhar et le Vatican, plusieurs tentatives de rapprochement ont été effectuées. Des pas supplémentaires, du temps aussi, sont nécessaires pour le concrétiser. Mais cela n'empêche pas le désir profond qui existe chez beaucoup de chrétiens et de musulmans de se rassembler et de travailler ensemble pour le bien de l'Égypte. Et il faut mentionner l'initiative appelée « beit el 'aela » (la Maison de la Famille) qui consiste en une rencontre de représentants des Églises et des Musulmans qui se réunissent pour se solidariser et pour réfléchir.

3. Nécessités

Un très grand nombre de bâtiments a été détruit et il va falloir les reconstruire avec un nouveau système de protection.

Vu la vie économique ou le manque de sécurité, un certain nombre de familles émigre vers les nouveaux quartiers dans les faubourgs du Caire où il n'y a pas d'église. Comment faire pour que l'Église soit présente dans leur vie ? Former nos jeunes à être de vrais citoyens qui ont le sens des responsabilités. Leur donner une formation civique, politique, sociale, un sens d'équipe nationale pour accepter l'autre différent et coopérer avec lui.

Vu l'importance du rôle de la femme dans la famille et pour l'éducation des enfants, il faut s'occuper de la promotion de la femme à tous les niveaux.

Mgr Ibrahim Isaac Sidrak